



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
27 juin 2025
Français
Original : anglais

Deuxième session ordinaire de 2025

25-28 août 2025, New York

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

Programmes de pays et questions connexes

**Descriptif de programme de pays pour l'Ouzbékistan
(2026-2030)**

	<i>Page</i>
I. Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable	2
II. Priorités du programme et partenariats	5
III. Administration du programme et gestion des risques	7
IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme	9
Annexes	
A. Cadre de résultats et d'allocation des ressources	10
B. Plan d'évaluation chiffré	



I. Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable

1. L'Ouzbékistan a réalisé des progrès considérables en matière de développement, entrant dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en 2008 et dans celle des pays à indice de développement humain élevé en 2015¹. Il a mis en œuvre d'importantes réformes économiques, telles que la libéralisation de sa monnaie en 2017, qui ont contribué à faire croître considérablement son produit intérieur brut (PIB), celui-ci augmentant en moyenne de 5,3 % sur la période 2017-2023. L'Ouzbékistan s'est attaqué de manière proactive aux défis environnementaux, par l'intermédiaire notamment d'investissements dans des projets de valorisation énergétique des déchets, l'objectif étant de transformer 4,7 millions de tonnes de résidus solides par an en 2,1 milliards de kilowattheures d'énergie électrique d'ici à 2027. Le pays étant doublement enclavé et présentant une croissance démographique rapide (60 % de sa population est âgée de moins de 30 ans), son Gouvernement veille attentivement à soutenir les jeunes, en particulier sur le marché du travail. Des initiatives visant à rendre l'éducation et la formation plus en phase avec les exigences futures et à élargir les possibilités d'emploi dans l'ère numérique ont été lancées afin d'exploiter le potentiel de cette jeune main-d'œuvre en vue d'une croissance économique durable et équitable.

2. Cependant, l'augmentation des inégalités et les pressions croissantes s'exerçant en ce qui concerne les ressources en eau, en énergie et en terres remettent en cause l'équité et la durabilité des progrès réalisés. Le coefficient de Gini est passé de 0,26 en 2019 à 0,29 en 2023². Les coûts sanitaires de la pollution, reposant de manière disproportionnée sur les femmes, les enfants et les groupes vulnérables, ont été estimés à 6,5 % du PIB³. Les contraintes énergétiques ont entraîné des pénuries d'électricité et de gaz, en particulier dans les zones rurales pendant la saison de chauffage. Selon les données de la Banque mondiale, les prélèvements d'eau dépassent les niveaux durables depuis 1994⁴. L'Organisation internationale du Travail (OIT) a signalé que plus de la moitié des jeunes dans la vingtaine éprouvaient des difficultés à trouver du travail, ajoutant que la plupart des emplois étaient concentrés dans le secteur informel et ne s'accompagnaient d'aucune mesure de protection sociale⁵. Ces défis mettent en lumière l'importance de la coopération régionale et des politiques du travail axées sur les jeunes, tant au niveau national que pour soutenir les travailleuses et travailleurs migrants à l'étranger, qui contribuent à promouvoir une croissance à forte intensité de main-d'œuvre.

3. La promotion des femmes figure également au rang des priorités de l'Ouzbékistan. L'indice d'inégalité de genre est passé de 0,35 en 2000 à 0,242 en 2022⁶, et le pays fait partie des cinq économies qui ont le plus amélioré leur situation au regard des indices figurant dans le rapport de 2024 de la Banque mondiale sur les femmes, l'entreprise et le droit. Les femmes représentent désormais 38 % des membres du Parlement, et la criminalisation de la violence domestique marque une

¹ Banque mondiale (<https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519-world-bank-country-and-lending-groups>) ; PNUD (<https://hdr.undp.org/data-center/documentation-and-downloads>).

² Comité national des statistiques (<https://www.stat.uz/en/official-statistics/living-standards>).

³ Banque mondiale (2023), *Uzbekistan: Country Climate and Development Report*.

⁴ Banque mondiale (2022), *Toward a Prosperous and Inclusive Future: The Second Systematic Country Diagnostic for Uzbekistan* ; Banque mondiale (2023), *Uzbekistan: Country Climate and Development Report*.

⁵ OIT (2021), *Decent Work Country Programme for the Republic of Uzbekistan 2021-2025*.

⁶ Indice d'inégalité de genre du PNUD, 2022, <https://hdr.undp.org/data-center/thematic-composite-indices/gender-inequality-index#/indicies/GII>.

étape importante dans la lutte contre la violence à leur égard. Toutefois, leur accès à l'emploi formel et à l'entrepreneuriat continue d'être entravé par des obstacles institutionnels et des normes sociales. Les femmes sont sous-représentées dans les institutions publiques. La proportion de jeunes femmes sans emploi et ne suivant ni études ni formation⁷ s'élève à 42 %, contre 8,8 % pour les jeunes hommes. Le taux de participation global des femmes au marché du travail ne représente encore que la moitié à peine de celui des hommes⁸.

4. La stratégie de développement de l'Ouzbékistan pour 2030 vise à atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et à réduire la pauvreté de moitié d'ici à 2030. On y prévoit l'amélioration des conditions environnementales et la création d'un État juste et moderne, doté de systèmes d'éducation, de soins de santé et de protection sociale conformes aux normes internationales. En 2024, l'Ouzbékistan s'est engagé à classer 14 % de son territoire comme zones protégées et a fait part de son ambition de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 35 % par unité de PIB d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 2010. Dans ce contexte, il sera essentiel de tirer parti des nouvelles perspectives de croissance verte, s'agissant notamment de la coopération sous-régionale sur les minéraux critiques, de l'expansion des marchés, de la mobilité de la main-d'œuvre, de la préparation aux emplois futurs, de l'énergie et de l'investissement dans le capital naturel. Pour satisfaire ces aspirations, il est primordial de poursuivre les efforts visant à combler les lacunes en matière d'équité et de durabilité dans le modèle de développement.

5. Depuis 2017, l'Ouzbékistan poursuit un programme de réformes ambitieux, combinant la libéralisation des marchés avec des mesures visant à renforcer la gouvernance, à améliorer la prestation des services publics, à investir dans le capital humain et naturel et à favoriser la coopération régionale. Les systèmes juridiques et réglementaires ont fait l'objet d'une restructuration substantielle, et peu de secteurs ont été épargnés. Dans le même temps, cette expérience a mis en évidence les écarts entre l'ambition des réformes et la capacité à mettre ces dernières en œuvre. Par exemple, les efforts visant à moderniser le secteur de l'énergie ont été entravés par les difficultés rencontrées dans la réforme de la tarification de l'énergie. Il sera essentiel de s'attaquer aux défis se posant, notamment par le renforcement des institutions et l'autonomisation des communautés locales, pour faire avancer les réformes et atteindre les objectifs fixés dans la stratégie de développement de l'Ouzbékistan pour 2030.

6. Le soutien à la mise en œuvre de la stratégie de l'Ouzbékistan pour 2030 représente une priorité majeure du système des Nations Unies et des partenaires de développement. Le PNUD suit un processus de programmation intégré et multidimensionnel guidé par le principe consistant à ne laisser personne de côté et axé sur l'adoption d'approches fondées sur les droits humains, sur les droits et l'autonomisation des femmes, sur la résilience, sur la durabilité environnementale et sur la responsabilité. La présence marquée du PNUD dans la région de la mer d'Aral, la vallée de Fergana, la province de Sourkhan-Daria et d'autres régions a permis de développer de nouveaux partenariats et de renforcer la coopération transfrontalière et le développement par zone.

7. Le PNUD a largement soutenu l'adoption de réformes politiques dans tous les secteurs. Pour ce qui est de la réduction de la pauvreté, il a appuyé l'élaboration et l'application de mesures innovantes, telles que l'indice national de pauvreté multidimensionnelle, l'indice de développement humain ajusté aux inégalités et le cadre national d'indicateurs sur les objectifs de développement durable. Le PNUD a créé des espaces de rassemblement pour les acteurs locaux afin de favoriser la bonne

⁷ Bilan commun de pays des Nations Unies, 2025.

⁸ Ibid.

gouvernance, l'autonomisation économique et la modernisation des systèmes de services publics⁹. Il a par ailleurs contribué à l'adoption de réformes en matière de droits humains et de lutte contre la corruption et soutenu l'introduction de systèmes numériques dans les services publics, notamment dans les secteurs de la santé et de la justice. Il a en outre promu l'acquisition de compétences numériques et techniques chez les jeunes, en particulier les femmes. Il a également joué un rôle essentiel en ce qui concerne la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes et le renforcement de la résistance des communautés face aux chocs et catastrophes écologiques. Le PNUD a plaidé en faveur d'un financement innovant du développement, notamment en soutenant le cadre de financement national intégré, les obligations liées aux objectifs de développement durable, l'établissement participatif du budget et les instruments de finance islamique.

8. Conformément aux recommandations formulées dans l'évaluation indépendante du programme de pays, le PNUD renforcera l'intégration du programme au moyen d'une approche basée sur le portefeuille et les zones et fera de la résilience un concept unificateur entre les quatre piliers. Cette approche prendra tout son sens dans des régions telles que celle de la mer d'Aral, où s'entremêlent les défis environnementaux, économiques et sanitaires et les problèmes de gouvernance. En interconnectant les interventions menées entre secteurs – dans des domaines tels que ceux de l'autonomisation des jeunes, de la résilience des infrastructures face au climat, de la fourniture de services inclusifs et de la promotion de moyens de subsistance durables – le programme de pays vise à fournir des solutions cohérentes et adaptées au contexte. Le principe d'intégration s'appliquera également aux priorités transversales, en matière notamment de justice environnementale, d'hydrodiplomatie et de transition juste, équitable et verte¹⁰.

9. Le programme de pays du PNUD contribue directement au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la période 2026-2030 et est pleinement aligné sur les objectifs de développement nationaux énoncés dans la stratégie de l'Ouzbékistan pour 2030. Le Plan-cadre aidera l'Ouzbékistan à tirer parti de son dividende démographique et à mettre en œuvre ses réformes ambitieuses, en veillant à ce que tous ses habitants puissent réaliser leur potentiel, ressentir un bien-être accru, développer leurs capacités et bénéficier de nouvelles possibilités, dans un environnement sain et durable.

10. Pour promouvoir l'intégration et renforcer la cohérence entre les réalisations énoncées dans le Plan-cadre, le PNUD appliquera une méthode de réflexion systémique reliant gouvernance, protection sociale, transition écologique, santé, éducation et développement régional. La gouvernance et les réformes numériques contribueront à la prestation de services, le financement vert renforcera la résilience climatique et sociale, et les initiatives en matière de santé et d'éducation, ayant trait notamment à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène dans les écoles, ainsi qu'à la numérisation du secteur de la santé, seront intégrées dans des stratégies de développement local plus larges. Cette programmation intégrée sera particulièrement visible dans des zones telles que celle de la région de la mer d'Aral et se traduira par des programmes conjoints alignés sur les programmes de réforme nationaux. Le PNUD collaborera par ailleurs avec des entités des Nations Unies dans les domaines de la santé et de l'éducation, ainsi qu'en ce qui concerne la mer d'Aral et la mise en œuvre du fonds « Uzbekistan Vision 2030 ».

11. Le présent descriptif de programme de pays tire stratégiquement parti des avantages comparatifs du PNUD en s'alignant pleinement sur son plan stratégique

⁹ Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, évaluation indépendante du programme de pays de l'Ouzbékistan, 2024.

¹⁰ <https://mptf.undp.org/fund/uzb00>.

pour 2022-2025, s'agissant notamment de ses six solutions types et de ses trois catalyseurs. Il contribue à la transformation structurelle en faisant progresser la mise en œuvre des réformes dans les domaines de la gouvernance, de la croissance économique équitable, de la résilience sociale et de l'environnement, à l'aide de solutions numériques et axées sur les données. Les questions des droits et de l'autonomisation des femmes et des intérêts des groupes vulnérables – notamment les personnes handicapées, les jeunes et les minorités –, ainsi que l'application d'approches fondées sur les droits humains, guideront la programmation du PNUD aux niveaux national et local.

II. Priorités du programme et partenariats

12. Le PNUD contribuera à la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération pour la période 2026-2030 et aidera à accélérer l'entrée de l'Ouzbékistan dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici à 2030, tout en soutenant une transition vers un modèle de croissance plus écologique et plus juste. Le programme de pays se concentrera sur quatre piliers de développement, au titre desquels il sera systématiquement tenu compte des aspirations formulées en ce qui concerne le développement de la région de la mer d'Aral.

Mettre en place des institutions fortes et justes et favoriser la résilience aux fins du développement durable (réalisation 1 énoncée dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable)

13. À l'appui des réformes entreprises dans le cadre de ce pilier, le PNUD se concentrera sur la mise en place d'institutions malléables, résistantes et mieux adaptées aux besoins des citoyennes et citoyens, notamment dans la région de la mer d'Aral, ainsi que sur la garantie d'un pacte social viable. Les travaux menés précédemment dans ce domaine serviront de base à d'autres efforts de gouvernance à dimension humaine, qui viseront à améliorer l'efficacité et la transparence des institutions ; à renforcer les institutions de l'état de droit, dont le bureau de la Médiatrice ; à améliorer l'accès des groupes vulnérables, y compris les personnes handicapées, à la justice ; à prévenir la violence à l'égard des femmes et à soutenir les services d'aide juridique pour les femmes ; à moderniser la prestation des services publics grâce à la numérisation et à des approches fondées sur les données ; à réduire la corruption ; à protéger les droits humains ; à promouvoir la participation des citoyennes et citoyens à la prise de décision. Ce pilier visera par ailleurs à renforcer la cohésion sociale, la résilience et la paix en responsabilisant les jeunes à risque.

Accélérer une croissance économique équitable et résiliente et le financement du développement (réalisation 2 énoncée dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable)

14. Ce pilier contribuera à élargir les possibilités offertes aux groupes vulnérables dans le monde du travail de demain et appuiera la transition vers des emplois verts, justes et numériques. Le PNUD contribuera à adapter les formations professionnelles aux exigences du marché du travail, notamment en soutenant l'égalité des genres dans les programmes d'apprentissage des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques. Il promouvra des politiques du marché du travail novatrices, renforcera l'autonomie des jeunes et des femmes et soutiendra les modèles d'entreprise numériques, justes et écologiques. Ses efforts porteront notamment sur la diversification économique, le soutien à l'entrepreneuriat – en particulier dans les zones rurales, notamment dans la région de la mer d'Aral et dans la vallée de Fergana – et l'intégration dans les chaînes de valeur régionales. Le PNUD s'attellera à accroître les moyens de subsistance des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables dans

les zones reculées, grâce à des innovations et des technologies agricoles vertes, appuiera l'adoption de politiques de réduction de la pauvreté fondées sur des données probantes et encouragera l'amélioration de la protection sociale et des services de soins. Il contribuera en outre au suivi des progrès réalisés en ce qui concerne les objectifs de développement durable et œuvrera à lever les contraintes liées au double enclavement de l'Ouzbékistan en soutenant l'adhésion de celui-ci à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et en promouvant le commerce et la coopération transfrontières. Enfin, il s'efforcera de renforcer la compétitivité, d'élargir l'accès au marché et d'accroître l'intégration dans les chaînes de valeur transnationales afin de soutenir la croissance durable et de rehausser le profil de la région dans les réseaux commerciaux mondiaux.

Renforcer la résilience des systèmes de santé (réalisation 3 énoncée dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable)

15. La gouvernance du secteur de la santé en Ouzbékistan est entravée par des obstacles en matière d'efficacité, d'égalité d'accès, d'intégrité et de transparence, qui affectent la confiance du public dans le système. En 2022, 58 % des patients ont déclaré avoir effectué des paiements informels pour des services de base, et 299 professionnels des services de santé ont été condamnés pour des délits de corruption en 2023. Le PNUD entend contribuer à renforcer la gouvernance sanitaire et à améliorer l'efficacité et l'équité des services fournis ainsi que la confiance du public grâce à des solutions numériques. Le renforcement des plateformes numériques et des capacités institutionnelles aux niveaux national et régional contribuera à accroître l'accès aux soins de santé et aux traitements antirétroviraux pour les populations vulnérables et les personnes vivant avec le virus de l'immunodéficience humaine (VIH). Le PNUD collaborera avec l'équipe de pays des Nations Unies dans le cadre d'une offre conjointe visant à renforcer la résilience du système de soins de santé primaires. Il s'agira notamment de faire progresser la gouvernance inclusive, de renforcer les mesures de lutte contre la corruption, de développer les outils numériques et d'étendre le rôle des agents de santé communautaires pour atteindre les communautés isolées. Le PNUD s'attaquera également aux risques sanitaires liés aux effets du climat, notamment l'intensification des tempêtes de sable, la raréfaction de l'eau et les vagues de chaleur.

Adaptation, atténuation et solutions fondées sur la nature pour une transition et des infrastructures vertes, durables et équitables (réalisations 4 et 5 énoncées dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable)

16. Les vulnérabilités de l'Ouzbékistan en matière de développement sont évidentes dans la gestion de l'eau, de l'énergie et d'autres ressources naturelles. La faible participation des femmes et des groupes vulnérables à la prise de décisions relatives à l'environnement ne fait qu'exacerber ces difficultés. Le PNUD soutiendra la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national et la réalisation de l'objectif national visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre par unité de PIB de 35 % d'ici à 2030. Les priorités portent notamment sur l'accès équitable aux ressources naturelles, sur l'accroissement des efforts d'atténuation et d'adaptation, et sur le renforcement de la gouvernance environnementale à des fins de gestion des produits chimiques et des déchets, d'amélioration de la qualité de l'air et de préparation aux catastrophes et aux pandémies. Le PNUD aidera l'Ouzbékistan à respecter ses engagements internationaux en matière d'environnement en encourageant les investissements dans l'efficacité énergétique, la tarification du carbone, le perfectionnement des compétences des travailleurs dans les secteurs à risque et le redéveloppement d'économies locales durables. Les investissements

viseront notamment à soutenir la construction d'infrastructures scolaires résistantes au climat et économes en énergie, afin de créer des environnements d'apprentissage plus sûrs et de renforcer la résilience des communautés. Les possibilités de villes intelligentes, de résilience urbaine et de coopération régionale sur les systèmes d'eau dans le bassin de la mer d'Aral seront étudiées, notamment dans le cadre du développement des capacités dans le domaine de l'hydrodiplomatie. L'adoption de solutions fondées sur la nature pour relever les défis socioéconomiques sera mise en avant, notamment en ce qui concerne la dégradation des terres, la protection des lacs restants et des zones ripariennes de la région de la mer d'Aral, l'intensification du reboisement et l'aménagement intégré du territoire à des fins de résilience accrue face aux chocs environnementaux, tels que les tempêtes de sable et de poussière.

17. L'entretien des partenariats et la mobilisation de ressources resteront au rang des principales priorités du PNUD dans le cadre du nouveau programme. Compte tenu du statut de pays à revenu intermédiaire de l'Ouzbékistan et de l'évolution des partenariats, le PNUD renforcera sa coopération avec l'Union européenne, avec les fonds verticaux, tels que le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Fonds vert pour le climat (FVC), et avec ses partenaires bilatéraux, tout en continuant de donner la priorité au cofinancement stratégique avec le Gouvernement ouzbek. La coopération entretenue avec des institutions financières internationales, des banques de développement et le secteur privé sera approfondie afin d'obtenir des financements mixtes pour les investissements en faveur du développement durable. Par l'intermédiaire du fonds « Uzbekistan Vision 2030 » et d'autres mécanismes de financement commun, le PNUD renforcera la programmation conjointe afin de créer des synergies plus fortes et d'éviter la duplication des activités. Il mobilisera des ressources auprès d'entités des Nations Unies telles que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), la Commission économique pour l'Europe (CEE), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). En plus de soutenir le financement des réformes, ces partenariats contribueront à aligner les finances publiques et privées sur les objectifs de développement durable. Le PNUD continuera de partager son expérience avec d'autres pays dans des domaines tels que l'innovation agricole, le développement rural, le boisement et la formation professionnelle des jeunes. Les possibilités de coopération Sud-Sud et d'engagement plus étroit avec le programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) seront également étudiées. Le PNUD continuera de mettre l'accent sur les approches communes et la coordination, tout en s'engageant à rationaliser les coûts et à améliorer l'efficacité opérationnelle.

III. Administration du programme et gestion des risques

18. Le présent descriptif de programme de pays donne un aperçu de la contribution du PNUD aux résultats nationaux et constitue le principal moyen de rendre compte au Conseil d'administration de la mesure dans laquelle les résultats correspondent aux objectifs fixés et de l'utilisation des ressources allouées au programme. Pour chaque niveau (pays, région et siège), les responsabilités afférentes au programme de pays sont énoncées dans les politiques et procédures régissant les programmes et opérations du PNUD, ainsi que dans le dispositif de contrôle interne. Le programme sera géré sous la direction du Gouvernement et soutenu par une méthode de réflexion systémique, des approches par portefeuille et une programmation intégrée. Le PNUD s'efforcera de mobiliser des ressources d'origines publique et privée, en coopération

avec des institutions financières internationales, des entreprises et des partenaires de financement non traditionnels.

19. Le programme sera exécuté sur le plan national. Si nécessaire, l'exécution nationale peut être remplacée par l'exécution directe pour tout ou partie du programme en cas de force majeure. La politique harmonisée concernant les transferts de fonds sera appliquée en coordination avec les autres entités des Nations Unies de façon à gérer les risques financiers. Les définitions et les classifications des coûts afférents aux activités de programme et aux activités visant l'efficacité du développement seront appliquées aux différents projets concernés.

20. Les principaux risques ont trait à la résistance au changement dans les institutions, au manque de cohérence des politiques, à la fragmentation du financement pour le développement et à l'insuffisance des données en vue de l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes. Le fait que le pays se concentre largement sur la croissance économique pourrait réduire l'attention portée aux besoins des groupes vulnérables et le renforcement des structures institutionnelles et dispositifs de contrôle public. Les risques encourus tiennent également aux aléas naturels, à la raréfaction de l'eau et aux problèmes d'approvisionnement en énergie. La faiblesse des infrastructures numériques et le manque de capacités techniques peuvent par ailleurs entraver la transformation numérique.

21. Les risques et défis recensés feront l'objet d'un suivi régulier dans le cadre de la politique de gestion globale des risques du PNUD, ainsi qu'au titre de ses normes sociales et environnementales. Des mécanismes de reddition de compte et de réclamation adaptés garantiront le respect des règles et l'engagement des parties prenantes. Les risques seront atténués grâce à des partenariats et des stratégies de financement diversifiés, à l'utilisation d'évaluations fondées sur les risques et de systèmes d'alerte précoce, ainsi qu'à une programmation intégrée et à l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes aux fins de l'amélioration des retombées pour le développement.

22. Le PNUD mobilisera et consultera les parties prenantes, notamment des groupes relevant de la société civile, avec lesquelles il entretiendra une communication régulière, tout en veillant à ce que personne ne soit laissé de côté. En coordination avec d'autres entités des Nations Unies et des partenaires de développement, il s'attellera en priorité à mobiliser des organisations de la société civile et des organisations de personnes handicapées et à nouer des partenariats avec elles, afin d'améliorer la portée et les retombées des activités menées, ainsi que d'accroître la sensibilisation au niveau local.

23. La supervision des programmes sera assurée par le comité directeur conjoint Nations Unies-Gouvernement du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et il en sera rendu compte dans des rapports conjoints ad hoc réguliers produits par le PNUD en fonction des besoins ou à la demande du comité directeur.

24. Le PNUD veillera à ce que 70 % de l'ensemble des ressources demandées dans le budget-programme servent à appuyer des activités ayant pour objectif principal ou significatif de faire progresser l'autonomisation des femmes, tandis qu'un maximum de 5 % des fonds sera alloué à des activités de suivi, d'évaluation et d'apprentissage, un retour d'information de la part de la communauté étant par ailleurs attendu. Les marqueurs de responsabilité et les normes sociales et environnementales du PNUD – en ce qui concerne en particulier les migrations – seront pris en considération dans l'ensemble des évaluations, outils et mécanismes de responsabilité. Des capacités supplémentaires seront exploitées par l'intermédiaire du Réseau mondial pour les politiques du PNUD, du programme des Volontaires des Nations Unies et de projets de coopération visant à faciliter le partage des connaissances et le transfert de technologies.

IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme

25. Les dispositifs de contrôle de l'exécution et d'évaluation du programme seront alignés sur le Plan stratégique du PNUD pour la période 2026-2029, sur la Stratégie du PNUD pour l'égalité entre les hommes et les femmes (2022-2025), sur le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la période 2026-2030 et sur les objectifs de développement durable. Les éléments d'analyse et les recommandations issus de l'évaluation indépendante du programme de pays et de l'analyse commune de pays des Nations Unies contribueront à cet alignement.

26. Le PNUD renforcera les partenariats avec le Comité national des statistiques de l'Ouzbékistan, le Ministère des technologies numériques et les universités et instituts de recherche, afin d'accroître les capacités d'analyse des systèmes. Il soutiendra les réformes portant sur la gouvernance des données qui visent à remédier aux limitations du système national de données, s'agissant notamment des perspectives intersectionnelles, à promouvoir la prise de décision fondée sur des données et à renforcer les capacités d'évaluation nationales.

27. Le plan d'évaluation chiffré guidera les évaluations thématiques et de projet, conformément aux directives du PNUD en matière d'évaluation. Les évaluations thématiques stratégiques se concentreront sur l'intégration des questions de genre et la programmation au titre des piliers 1 et 3, en particulier en ce qui concerne les retombées pour les populations vulnérables. Les évaluations des projets porteront sur l'efficacité, l'efficience et la pertinence des interventions individuelles, et l'on s'assurera tout particulièrement que les perspectives des groupes marginalisés sont prises en compte lors de la conception et de la mise en œuvre des programmes. La priorité sera également donnée à la numérisation, à l'énergie durable et à la gouvernance environnementale.

28. Les dispositifs de contrôle de l'exécution et d'évaluation du programme prévoient notamment la collecte et l'analyse de données ventilées par sexe, qui permettront de suivre efficacement les progrès accomplis concernant l'égalité des droits et des chances entre les femmes et les hommes. Les processus consultatifs participatifs garantiront la participation d'organisations et réseaux de femmes, d'organisations de la société civile et de représentantes et représentants de communautés vulnérables aux évaluations, l'objectif étant d'améliorer la pertinence et l'efficacité de celles-ci.

29. Les dispositifs de contrôle de l'exécution et d'évaluation du programme favoriseront une culture d'apprentissage continu dans le bureau de pays du PNUD. Des sessions de formation seront régulièrement organisées afin de faciliter le partage des enseignements à retenir et l'adaptation des stratégies en fonction des changements survenant en Ouzbékistan en matière de développement. Les résultats des évaluations seront largement diffusés auprès des parties prenantes en vue d'encourager la collaboration et l'échange de connaissances.

Annexe A

Cadre de résultats et d'allocation des ressources

NATIONAL PRIORITY OR GOAL: Creation of a just and modern state serving the people (from the Uzbekistan 2030 national development strategy).				
COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INVOLVING UNDP OUTCOME 1: By 2030, all people in Uzbekistan benefit from effective, inclusive, transparent, and accountable governance and evidence-based decision-making, which will enhance human rights protection, anti-corruption, well-being, peace and justice for all and reduce inequality within society				
RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: Outcome 1: Structural transformation accelerated, particularly green, inclusive, and digital transitions.				
COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S) ¹¹	DATA SOURCE AND FREQUENCY ¹² OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES	INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS (including indicators, baselines targets)	MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS	ESTIMATED COST BY OUTCOME (US\$)
<p>Availability of national human rights institutions, duly accredited in international mechanisms in accordance with the Paris Principles Baseline (2024): (Yes - B status) Target (2030): (Yes - A status)</p> <p>E-Government Development Index Baseline (2024): 63 Target (2030): 30</p> <p>World Governance Indicators (Voice and Accountability, Government Effectiveness, Rule of Law Indices) Baseline (2023): 12.25 40.09 23.11 Target (2030): 20 54 38</p>	<p>Global Alliance of National Human Rights Institutions (GANHRI) accreditation status of Ombudsperson</p> <p>UNDESA</p> <p>WGI</p>	<p>Output 1.1: National and local governance systems strengthened to leverage data-driven decision making to serve all people with a long-term impact.</p> <p>1.1.1. Number of users reporting improved satisfaction with the quality, accessibility, and efficiency of public, social, health, educational and environmental services enhanced with UNDP support, gender disaggregated Baseline (2025): 100,000 (M:60,000/F:40,000) Target (2030): 600,000 (M:360,000/F:240,000) Source: surveys, assessments, Human Rights and Environmental Justice Reports</p> <p>1.1.2. Number of new measures that improved agility and responsiveness of local governance institutions for inclusive, gender-responsive service delivery and sustainable development Baseline (2025): 1 Target (2030): 6 Source: Human Rights and Environmental Justice Reports</p> <p>Output 1.2: Civil society and people increased participation in decision making for improved public oversight through enhanced accountability and integrity mechanisms.</p> <p>1.2.1 Number of measures to strengthen accountability, prevent and mitigate corruption risks, and integrate anti-corruption in the management of public funds, service delivery and other sectors (IRRF 2.1.1) Baseline (2025): 0 Target (2030): 10 Source: Government reports, Environmental Impact Reports</p>	<p>Relevant ministries and state agencies,</p> <p>UNICEF, UNFPA, ILO, UNODC, UNV, IOM, UN-Women Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmBH, Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), Asian Development Bank (ADB), World Bank, Islamic Development Bank (ISDB), Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB), Agence Française de Développement (AFD), European Bank for Reconstruction and Development (EBRD)</p> <p>Communities, civil society organizations (CSOs), private sector and Academia.</p>	<p>Regular: \$770,000</p> <hr/> <p>Other: \$17,276,000</p>

¹¹ (*) The indicated targets for 2030 might be updated according to final UNSDCF.

¹² Frequency is annual if not indicated otherwise.

		<p>1.2.2. Number of national legislation documents to institutionalize transparency, accountability and integrity in line with international standards developed with the support of the UNDP Baseline (2024): 1 Target (2030): 3 Source: Government reports, project reports.</p> <p>1.2.3. Number of government agencies that have strengthened institutional capacity to enhance accountability, integrity, and inclusive decision-making, including mechanisms for civil society and public participation in oversight, with UNDP support Baseline (2024): 0 Target (2030): 30 Source: Government reports, independent assessments, UNDP project reports.</p> <p>Output 1.3: People have improved access to legal aid and benefited from enhanced rule of law, fair and strengthened social cohesion, and prevention and response to GBV.</p> <p>1.3.1. Number of gender-responsive, conflict-sensitive development institutions, policies, plans, or cross-border initiatives in place, with UN support that, promote and protect human rights, prevent systemic human rights violations to: a) Address conflict drivers; b) Strengthen social cohesion; c) Prevent risk of conflict including climate-related risks; and d) End all forms of violence, promote the rule of law, and ensure equal access to justice for all Baseline (2024): a) 5 b) 5 c) 3 d) 2 Target (2030): a) 8 b) 8 c) 6 d) 4 Source: Government reports, project reports cumulative</p> <p>1.3.2. Number of government bodies successfully completing Gender Equality Seal for Public Institutions (GESPI) program. Baseline (2025): 0 Target (2030): 3 Source: GESPI Global Team reports</p> <p>1.3.3 Authorities have enhanced capacities to ensure rule of law, access to justice, safety and security, with UNDP support Baseline (2025): 2 (neither low nor high) Target (2030): 3 (high) Source: Human Rights/Justice reports, Rule of Law and Justice Index, annual government reports</p>		
--	--	--	--	--

NATIONAL PRIORITY OR GOAL: Joining the ranks of upper middle-income countries (MICs) through stable economic growth (from <i>Uzbekistan 2030</i> from national development strategy).				
COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INVOLVING UNDP OUTCOME 2: By 2030, all people in Uzbekistan achieve an adequate standard of living and have resilience to socio-economic and climate-related shocks through decent work, an effective social protection system and inclusive, innovative, and sustainable economic growth.				
RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: Outcome: 2: No one left behind, centring on equitable access to opportunities and a rights-based approach to human agency and human development				
COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	DATA SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES	INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS (including indicators, baselines targets)	MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS	ESTIMATED COST BY OUTCOME (US\$)
<p>Proportion of men, women and children of all ages living in poverty in all its dimensions according to national definitions.</p> <p>Baseline (2023): 18% (national Multidimensional poverty) I, 44.7% MODA (child multidimensional poverty)</p> <p>Target (2030): TBD</p> <p>Proportion of informal employment in total employment, by sector and sex</p> <p>Baseline (2023): 39%</p> <p>a) women-47.1%</p> <p>b) men-33.1%</p> <p>Target (2030): TBD</p> <p>Percentage of the difference between the average monthly wage of male and female employees to the average monthly wage of male.</p> <p>Baseline (2023): 29.6%</p> <p>Target (2030): TBD</p> <p>Proportion of youth (aged 16 to 24 years) not in education or employment</p> <p>Baseline (2023): 23.8%</p> <p>Target (2030): TBD</p> <p>Proportion of population covered by social protection floors/systems, by sex, distinguishing children, unemployed persons, older persons, persons with disabilities, pregnant women, newborns, work-injury victims and the poor and the</p>	<p><i>World Bank Gender data portal</i></p> <p><i>Open data governmental portal</i></p> <p>Sectoral reporting</p>	<p>Output 2.1: Vulnerable groups benefited from quality, inclusive and gender-responsive social protection benefits and services at the national and local levels and strategies for unpaid care work.</p> <p>2.1.1. Existence of Social taxonomy designed to classify and define social investments, projects, and initiatives according to social impact criteria.</p> <p>Baseline (2025): No</p> <p>Target (2030): Yes</p> <p>Source: Government reports</p> <p>2.1.2 Number of entities with strengthened capacities to design and implement legislation, policies, action plans and initiatives to deliver quality, inclusive, and gender-responsive social benefits and services, including responses to GBV and environmental factors.</p> <p>a) National entities: Baseline (2025):0 Target: 2030: 10</p> <p>b) Sub-national entities Baseline (2025):0 Target: 2030: 14</p> <p>c) CSOs Baseline (2025): 0 Target: 2030: 5</p> <p>d) Private sector (IRRF 6.3.3) Baseline (2025):0 Target: 2030: 5</p> <p>Baseline (2025): 0</p> <p>Target: (2030): 34</p> <p>Source: Sectoral reporting</p> <p>2.1.3 Number of gender-responsive law/regulation/policy frameworks that recognize, reduce, and redistribute the burden of unpaid care/domestic work on women, with UNDP support.</p> <p>Baseline (2025): 0</p> <p>Target (2030): 5</p> <p>Source: Government reports</p> <p>2.1.4 Number of people, disaggregated by sex and vulnerability status, benefitting from</p> <p>a) improved access to quality, inclusive, and gender-responsive social protection benefits and services.</p> <p>b) measures for addressing unpaid care/domestic work for women</p> <p>Baseline (2025):</p> <p>a) 0 (women, vulnerable)</p> <p>b) 0 (women, vulnerable)</p> <p>Target (2030):</p> <p>a) >1.3 million (women, vulnerable)</p>	<p>Relevant ministries, Central Bank and commercial banks</p> <p>Local governments</p> <p>UNICEF, UN-Women, UNFPA, IOM, GIZ, KfW, ADB, World Bank, ISDB, AIIB, AFD, EBRD.</p> <p>CSOs, private sector and Academia.</p> <p>Communities</p>	<p>Regular: \$770,000</p> <hr/> <p>Other: \$38,980,000</p>

<p>vulnerable (global SDG indicator 1.3.1) Baseline (2022): 56% Target (2030): TBD</p> <p>Uneven distribution of incomes of the population (Gini coefficient) Baseline (2023): 0.288 Target (2030): TBD</p>		<p>b) >1.2 million (women, vulnerable) Source: Government reports</p> <p>Output 2.2: Government adopted evidence-based metrics on poverty reduction and prosperity to inform socio-economic policy framework and SDG-driven policy making.</p> <p>2.2.1 Degree of alignment of national budgeting system with SDGs that enables data-informed and gender responsive budgeting for the SDGs achievement, supported by the UNDP. Baseline (2025): moderate Target (2030): high Source: Sectoral reporting</p> <p>2.2.2 Existence and effective use of a data-driven decision-making tool for effective assessment of impact of social policies and counterfactual events on multidimensional poverty and territorial disparities. Baseline (2025): no Target (2030): yes Source: Sectoral reporting</p> <p>Output 2.3: Vulnerable populations have benefited from comprehensive programs focused on future-ready competencies, enhancing their adaptability and competitiveness in evolving labour markets while reducing employment informality.</p> <p>2.3.1 Existence of data-driven, innovative policy tool designed to enhance the matching of labour market supply with demand with UNDP support. Baseline (2025): no Target (2030): yes Source: Sectoral reporting</p> <p>2.3.2 Number of improved skills development programmes, including apprenticeship programmes, implemented to promote women's empowerment to develop qualifications required by the labour markets, including a distinct focus on green jobs with UNDP support. Baseline (2025): 0 Target (2030): 10 Source: Sectoral reporting</p> <p>2.3.3 Number of policy measures implemented with UNDP support to facilitate the transition to the formal economy. Baseline (2025): 0 Target (2030): 5 Source: Labour Force Survey results, Government reports</p>		
---	--	--	--	--

		<p>Output 2.4: Entrepreneurs improved access to participatory financial services, and benefit from fostering trade and connectivity, innovation, and digital transformation.</p> <p>2.4.1 Number of people with improved entrepreneurship capacity and technical skills leading to income-generating activities, supported by UNDP and partners. Baseline (2025): 0 Target (2030): 5,000 (50 % women) Source: Sectoral reporting</p> <p>2.4.2 Number of women entrepreneurs accessing financing products with UNDP support. Baseline (2025): 0 Target (2030): 1,000 (women entrepreneurs) Source: Sectoral reporting</p> <p>2.4.3 Number of rural enterprises accessing business development services, with UNDP support. Baseline (2025): 0 Target (2030): 2,500 (50 % women) Source: Sectoral reporting</p>		
NATIONAL PRIORITY OR GOAL: Areas 1.2 “Reforms to Ensure Population Health” of Uzbekistan 2030 Strategy				
COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INVOLVING UNDP 3: By 2030, all people in Uzbekistan have equitable access to inclusive, affordable, quality, health services through a resilient health system to achieve the highest attainable standard of health and well-being				
RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: Outcome 3: Resilience built to respond to systemic uncertainty and risk.				
COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	DATA SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES	INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS (including indicators, baselines targets)	MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS	ESTIMATED COST BY OUTCOME (US\$)
<p>Proportion of population with large household expenditures on health as a share of total household expenditure</p> <p>a) more than 10% of expenses b) more than 25% of expenses</p> <p>Baseline (2023): a) 9.8 b) 2.1</p> <p>Target (2030): a) TBD b) TBD</p>	<p>Sectoral reporting, National Statistics</p>	<p>Output 3.1: Enhanced, evidence-based and inclusive health governance and policy development ensuring greater efficiency, accountability, and informed decision-making.</p> <p>3.1.1 Number of Public Health Care (PHC) providers with integrated financial and strategic purchasing mechanisms and enhanced governance structures (digital platforms, audits, and accountability frameworks) to reduce out-of-pocket expenses for patients. Baseline (2025): 0 Target (2030): 1432 Source: Government reports, cumulative indicator</p>	<p>Relevant ministries, Local governments, UNICEF, UNFPA, WHO UNAIDS, GIZ, KfW, ADB, World Bank, ISDB, AIIB, AFD, EBRD. CSOs, private sector and Academia</p>	<p>Regular: \$770,000</p> <hr/> <p>Other: \$34,526,000</p>

<p>Mortality rate attributed to cardiovascular disease, cancer, diabetes or chronic respiratory disease. Baseline (2023): 364.2 Target (2030): TBD</p>		<p>Output 3.2: Health systems have strengthened capacities to deliver quality, people-centred services across the life course at all levels, aligned with the primary health care approach.</p> <p>3.2.1: Proportion of public medical facilities/public health entities utilizing digital health solutions implemented with UNDP support Baseline (2024): 600 Target (2030): 815 Source: HIV-ES Electronic Database information system, Government reports, cumulative indicator</p> <p>3.2.2. Number of policy proposals to enhance transparency and integrity in the health sector submitted to the Government. Baseline (2025): 0 Target (2030): 15 Source: Official letters to Government bodies, Publications in Mass Media</p> <p>Output 3.3 Communities, individuals, and civil society are equipped to demand equitable, timely, and informed access to health services while addressing the broader determinants of health.</p> <p>3.3.1: Number of community engagement mechanisms established, and community health-related initiatives undertaken to promote healthy behaviours and strengthen trust in PHC services. Baseline (2025): 11 Target (2030): 55 Source: Government reports, cumulative indicator</p> <p>3.3.2 Number of people who have access to HIV and related services:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Antiretroviral (ARV) treatment <ul style="list-style-type: none"> o Number of females reached o Number of males reached (IRRF 1.4.1) <p>Baseline (2024):</p> <ul style="list-style-type: none"> • Antiretroviral (ARV) treatment: <ul style="list-style-type: none"> o (F– 20,687; M– 22,799) <p>Target (2030):</p> <ul style="list-style-type: none"> • Antiretroviral (ARV) treatment: <ul style="list-style-type: none"> (F– 30,000; M– 32,000) <p>Source: Annual reports of Republican AIDS Centre under Ministry of Health (RAC), HIV-ES.</p>		
--	--	---	--	--

NATIONAL PRIORITY OR GOAL: Ensuring favourable environmental conditions for the population (from the <i>Uzbekistan 2030</i> national development strategy).				
COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INVOLVING UNDP 4: By 2030, all people in Uzbekistan benefit from sustainable and accountable management of natural and cultural resources, strengthened climate resilience, improved food systems and water security, and green and just transitions.				
RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: Outcome 3: Resilience built to respond to systemic uncertainty and risk.				
COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	DATA SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES	INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS (including indicators, baselines targets)	MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS	ESTIMATED COST BY OUTCOME (US\$)
<p>Proportion of electricity generated from renewable energy sources in total electricity production (NSDG 7.2.1).3. Baseline (2025): 16% Target (2030): 30%</p> <p>Number of national, sectoral and regional strategies and programs that take into account the value and conservation of biodiversity and ecosystems (NSDG 15.9.1.1) Baseline (2025): 8 Target (2030): 12</p>	<p>Sectoral reporting, National Statistics</p>	<p>Output 4.1: People benefit from equitable access to nature resources supported through their protection, sustainable and integrated management, and adequate financing.</p> <p>4.1.1 Number of people (women/men) directly benefitting from improved ecosystem services and improved livelihoods, protecting nature and promote sustainable use of resources. Baseline (2025): 1,252 (427/825) Target (2030): 79,300 (29550/49750) Source: Sectoral reporting</p> <p>4.1.2 Status of gender-sensitive updated National Biodiversity Strategy and Action Plan (NBSAP) aligned with Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework (0 - not available; 1 - draft NBSAP; 2- finalized draft NBSAP; 3 – submitted for adoption) Baseline (2025): 0 Target (2030): 3 Source: Sectoral reporting, NBSAP/7NR</p> <p>4.1.3 Extent (ha) of protected areas within the key biodiversity hotspots under a more secure, and effectively managed, monitoring and enforcement regime. Baseline (2025): n/a Target (2030): 4 million ha Source: Sectoral reporting</p> <p>4.1.4 Amount of finance raised through new finance solutions for biodiversity conservation at national level. Baseline (2025): 0 Target (2030): up to \$2.5 million Source: Sectoral reporting, BIOFIN</p> <p>4.1.5 Area of terrestrial protected areas created or under improved management practices (hectares), supported by the UN. Baseline (2025): 142,278 ha (ref. UNDP GEF8 Ecosystem Restoration Integrated Program - ERIP) Target (2030): 3,994,207 ha (ref. UNDP GEF7, GEF8) Source: Sectoral reporting</p>	<p>Relevant ministries, local governments, CSOs, Communities, GEF, GCF, Organization of the Petroleum Exporting Countries Fund for International Development (OPEC) Fund, ISDB, AIIB private sector and Academia</p>	<p>Regular: \$770,000</p> <hr/> <p>Other: \$63,509,000</p>

		<p>Output 4.2: People living in vulnerable regions, including Aral Sea have benefited from sustainable adaptation, mitigation strategies, and just energy transition initiatives.</p> <p>4.2.1 Number of people, who gained access to clean, affordable, and sustainable energy: Baseline (2025): 0 Target (2030): 1000 Source: Sectoral reporting, Ministry of Energy</p> <p>4.2.2 Extent that policy measures are in place to enable the enhancement and/or implementation of NDCs Baseline (2025): NDC 2.0/NDC stock take conducted. Target (2030): NDC 3.0 developed and submitted to the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) Source: Updated Nationally Determined Contribution 3.0 report, UNFCCC</p> <p>4.2.3 Number of people with access to safe drinking water in Aral Sea Region Baseline (2025): 13,500 (w/m - 47/53) Target (2030): 20 000 (w/m - 47/53) Source: Sectoral reporting</p> <p>4.2.4 Number of agricultural lands in Aral Sea Region covered with sustainable agricultural practices (water saving technologies, crop rotation, afforestation, land laser levelling, pasture management etc.). Baseline (2025): 180 hectares Target (2030): 1000 hectares Source: Sectoral reporting</p> <p>Output 4.3: Environmental governance strengthened, and solutions proposed to manage chemicals, waste, air quality and to enhance disaster preparedness in line with international obligations.</p> <p>4.3.1 Number of people per 100,000 that are covered by early warning information through local governments or through national dissemination mechanisms, supported by the UNDP, in line with Sendai Framework Baseline (2025): 97 per 100.000(w/m:40/60) Target (2030): 27500 per 100.000 (w/m:40/60) Source: Sectoral reporting</p> <p>4.3.2 Number of citizens (sex disaggregated) benefiting from risk-informed urban planning. Baseline (2025): 0 Target (2030): 500,000 (w/m - 47/53) Source: Sectoral reporting</p>		
--	--	---	--	--

		<p>4.3.3 Amount of persistent organic pollutants (POPs) disposed in an environmentally sound manner. Baseline (2025): 0 Target (2030): 565 tons (PCB-containing equipment disposal) Source: Sectoral reporting</p> <p>Output 4.4: People in rural communities benefited from improved social infrastructure and climate resilient learning environment in general secondary education.</p> <p>4.4.1 Number of people with improved climate resilient social inclusion and educational infrastructure in rural areas (including energy efficient and WASH facilities in schools) Baseline (2025): 0 Target (2030): >1.2 million Source: Sectoral reporting</p> <p>4.4.2 Number of 15–18-year-olds (girls/boys) capacitated with nature-environmental education, including nature-based solutions and biodiversity conservation. Baseline (2025): at least 2,200 schoolkids Target (2030): >1.5 million Source: Sectoral reporting</p>		
--	--	--	--	--